

B. 10.2. 1.

- Burundi
- crisis dt. '93
- FRODEBU

MESSAGE DU GROUPE PARLEMENTAIRE FRODEBU A LA NATION BURUNDAISE
ET A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Burundaises, Burundais,

Chers Militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU,

Amis du Peuple Burundais,

Au moment où nous vous envoyons ce message, le canon tonne à KAMENGE, KINAMA, MUTAKURA, BUJUMBURA RURAL (Kanyosha et Muberure), des autos blindées de l'armée burundaise détruisent tout sur leur passage dans ces quartiers. Des enfants, des vieillards et des femmes sont tués sans pitié par des militaires qui étaient censés les protéger. Le seul crime qu'ils aient jamais commis, est celui d'être nés Hutu et d'avoir osé se procurer l'une ou l'autre arme à feu pour essayer de se défendre contre une armée majoritairement tutsi qui massacre leur ethnie depuis 1965 et qui essaie d'usurper un pouvoir chèrement acquis le 1 juin 1993 au Parti SAHWANYA-FRODEBU vainqueur des dernières élections Présidentielles et Législatives.

Depuis le lancement du principe de désarmement le 24/04/1994, l'ampleur des dégâts est déjà très élevée. Jusqu'au 28/04/1994, on dénombrait les pertes suivantes :

Zone KAMENGE : Quartier TEZA(SOCARTI) : 125 morts.
Quartier KAVUMU pillé par les tutsi du
Quartier NGAGARA avec la complicité et la
protection des militaires.

Zone KINAMA : Quartier GITEGA et BURURI 42 morts.
Quartier BUKIRASAZI dans les rizières entre le
quartier BUKIRASAZI et MUBONE : 200 morts.

Bujumbura Rural, côté de Muberure : 57 maisons brûlées, 2000
personnes disparues.

Il convient de souligner que ces personnes tuées tentaient pour la plupart de sortir des quartiers assiégés par les militaires.

Il convient également de faire remarquer que les militaires ont refusé à l'Administration de la Commune MWISALE d'enterrer les cadavres pour éviter des épidémies. Devant le bilan des victimes déjà assez lourd dans les seuls quartiers où pouvaient encore vivre les Hutu dans la ville de BUJUMBURA, force nous est de conclure que le désarmement de la population est encore une fois dans l'histoire de ce pays, un prétexte de l'armée burundaise pour continuer à destabiliser le régime FRODEBU et décimer la population Hutu.

LE DESARMEMENT DE LA POPULATION : UN PRETEXTE POUR DECIMER
L'ETHNIE HUTU.

En effet, comment pourrait-on s'expliquer que la même armée qui exige aujourd'hui au Chef de l'Etat de désarmer la population ait elle-même distribué plus de 5000 armes à feu aux citoyens de l'ethnie Tutsi depuis 1972 ?

2° Pourquoi l'armée soulève-t-elle ce problème aujourd'hui alors que ce phénomène d'armement de la population existe depuis plus de vingt ans ?

3° Pourquoi l'armée a-t-elle littéralement envahi uniquement les quartiers majoritairement hutu, comme KAMENGE et KINAMA au lieu de lancer l'Opération dans toutes les Zones de Bujumbura comme le stipulait le communiqué du Gouvernement passé aux antennes de la Radio et de la Télévision le 24 Avril 1994 ?

4° Le désarmement de la population n'aurait-il pas dû commencer par les nombreuses personnes de l'ethnie tutsi à qui l'armée a elle-même distribué des armes ?

5° Pourquoi l'armée vient-elle encore une fois de se rebeller contre son commandant suprême en la personne du chef de l'Etat en optant pour la destruction pure et simple des Hommes et des biens dans les seuls quartiers où n'étaient réfugiés tous les hutu rescapés de l'extermination dans tous les autres quartiers de la ville de Bujumbura tels que MUSAGA, NYAKABIGA, JABE, NGAGARA, CIBITOKÉ alors que la déclaration du Chef de l'Etat spécifiait bien que les modalités d'application du désarmement devaient être telles il n'y ait ni perte humaine ou matérielle ?

Autant de questions qui nous interpellent et qui méritent que nous y réfléchissions immédiatement et sérieusement.

Il ressort de toutes ces interrogations que le désarmement est encore une fois un prétexte pour exterminer l'ethnie hutu.

Pour qui connaît l'histoire de ce pays, il est évident que les massacres que les hutu sont en train de subir sous le prétexte de désarmement de la population, entrent en droite ligne dans le génocide des Hutu en 1965, 1969, 1972, 1988, 1991, 1992, 1993.

En effet, quel crime, les Habitants de ces quartiers majoritairement hutu ont-ils commis ? Celui d'être nés Hutu et pour la première fois dans l'histoire de ce pays d'avoir osé chercher eux aussi quelques armes pour se défendre devant le péril tutsi dont ils viennent de prendre conscience avec l'assassinat du premier chef d'Etat démocratiquement élu d'origine hutu en la personne de son Excellence, Feu Melchior NDADAYE.

LE DESARMEMENT DE LA POPULATION : UN PRETEXTE POUR
POURSUIVRE L'EPURATION ETHNIQUE.

Le désarmement est aussi un prétexte pour la poursuite de la balkanisation ethnique.

Oui, quand on a chassé des hutu de tous les autres quartiers de Bujumbura avec les opérations ville morte, les rescapés des massacres sont allés tous se réfugier dans les quartiers KEMENGE et KINAMA où la population était majoritairement hutu. Aujourd'hui, l'armée avec tout son arsenal militaire, est en train de détruire les quartiers ses hommes et ses biens. Où vont donc vivre dans la ville de Bujumbura, les rares rescapés hutu ?

Sous le même prétexte de désarmement de la population, l'armée est en train de détruire la province de Bujumbura Rural où auraient pu aller se cacher les hutu qu'on ne veut plus voir dans la ville de Bujumbura.

Nous voudrions que la communauté nationale et internationale prenne conscience de cette nouvelle dimension qui se cache derrière le phénomène de désarmement. Si rien n'est fait pour l'arrêter dans les plus brefs délais, ne soyons pas surpris demain que l'histoire nous accuse d'avoir participé par notre silence complice à l'épuration ethnique, non seulement dans la Ville de Bujumbura, mais encore dans toute la plaine de l'Imbo. Si aujourd'hui, on chasse les hutu de la Ville de Bujumbura, demain on les chassera de toute la plaine, après demain aucun hutu vivant ne sera plus dans tout le pays. Tel semble être le plan des putschistes du 21 octobre 1993. Ceci est d'autant important que la plupart des chefs-lieux des provinces touchées par la crise d'octobre 1993 sont presque déjà des tutsilands.

LE DESARMEMENT DE LA POPULATION : UN PRETEXTE POUR
CONTINUER A EXCLURE LE HUTU DE LA GESTION DU PAYS.

Le désarmement de la population est un prétexte pur et simple pour empêcher le hutu d'accéder à l'administration et à l'instruction.

L'exclusion du hutu dans l'administration et dans les écoles n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire précoloniale et même coloniale. Avec l'accession, à l'Indépendance, le sort du hutu ne fut guère meilleur. Que d'intrigues n'a-t-on pas faites pour empêcher l'un ou l'autre leader hutu d'accéder à un poste de responsabilité ? Paul MIREREKANO fut écarté de la présidence du Parti UPRONA après l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE uniquement parce qu'il était Hutu.

Le Premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE fut tout simplement assassiné en 1965 après qu'il venait juste de former son Gouvernement.

En 1965, 1969, 1972, toute l'élite hutu fut décapitée. L'opposant GAHUTU Rémy a été tué en Tanzanie. Et pour couronner tout cela, le Premier Président Hutu, Melchior NDADAYE vient d'être assassiné le 21 octobre 1993.

En détruisant les seuls quartiers où pouvaient encore vivre les hutu, où pourront vivre les rescapés de ces massacres et comment pourront-ils se présenter au service s'ils sont condamnés à l'errance et à l'exil ?

Le Premier Ministre, Monsieur Anathole KANYENKIKO sait tout cela et au lieu de chercher un remède efficace à ce problème, se contente de dire qu'il faudra révoquer les indisciplinés.

Et pour ajouter le drame au drame, on a fait garder toutes les écoles secondaires et supérieures du pays par des militaires qui sont partout de la même ethnie tutsi. Le résultat est que les élèves d'ethnie hutu terrorisés partout préfèrent quitter l'école devant les menaces de leurs condisciples et de leurs gardiens. La présence de ces militaires n'empêche pas que des élèves tuent en leur présence des directeurs d'école hutu. Et aucune poursuite judiciaire n'est engagée ni contre les élèves qui tuent ou chassent leurs directeurs, ni contre les élèves qui tuent leurs condisciples. Les cas des Lycées Pédagogiques de KAYANZA, MUSENYI, NYENKANDA, TORA se passent de commentaires.

Le constat est que cette garde militaire mono-ethnique des écoles secondaires et supérieure est donnée à dessein. Les étudiants de l'Université du Burundi ont demandé une garde militaire où les hutu et les tutsi seraient à égalité.

Jusqu'aujourd'hui leur requête n'a pas encore été satisfaite. Les étudiants hutu particulièrement ceux qui devaient être internes ont préféré carrément abandonner les cours au lieu d'exposer leur vie surtout au campus MUTANGA qui est le prolongement du tutsiland de NYAKABIGA.

Il ressort de tout ce qui précède que le désarmement de la population n'est encore une pis de plus qu'un prétexte pour exterminer physiquement le Hutu, piller et/ou détruire ses biens. C'est également un prétexte pour la balkanisation voire une épuration ethnique de la ville de Bujumbura, un indice sûr d'un début d'une épuration ethnique de tout le pays.

Après avoir exclu le hutu de l'armée et du secteur économique, le désarmement de la population ne sert que d'alibi pour exclure à jamais le hutu qui sera rescapé des divers massacres, de l'Administration et de l'instruction. Qu'il nous suffise de rappeler que les écoles primaires des quartiers KAMENGE et KINAMA aujourd'hui attaqués n'avaient pas encore ouvert leurs portes, parce que transformées en positions militaires de jour comme de nuit.

LE DESARMEMENT DE LA POPULATION : UN PRETEXTE POUR
PERPETUER LA DESTABILISATION DU REGIME FRODEBU.

Burundaises, Burundais,
Militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU,
Chers Amis du Peuple Burundais,

Qu'il nous soit permis de vous faire remarquer que le désarmement de la population est encore une fois un autre prétexte pour déstabiliser le régime FRODEBU. Et nous ne devons pas perdre de vue que l'Objectif final reste de refuser le processus démocratique pour lequel nous avons opté lorsque le 9 mars 1992, nous avons massivement voté la constitution de la République du Burundi.

Autrement, comment pourrait-on comprendre qu'au même moment où on annonce le désarmement de la population, le 24/04/1994, un coup d'état est en préparation et avorte le surlendemain de la déclaration du désarmement ?

Comment ne pas penser que ces deux phénomènes sont liés et que l'un prépare l'autre et vice versa ?

La volonté de déstabiliser voir d'usurper le pouvoir au Parti SAHWANYA-FRODEBU qui a gagné les dernières élections présidentielles et législatives n'est pas non plus nouvelle dans cette courte histoire de la démocratie Burundaise.

Après la victoire du Parti SAHWANYA-FRODEBU, aux élections présidentielles le 1 juin 1993, deux tentatives de Coup d'Etat ont eu lieu avant l'investiture du président de la République Son Excellence Feu Melchior NDADAYE, le 16 Juin et le 3 Juillet 1993.

Le 21 Octobre 1993 assassinat du Président de la République et de ses proches collaborateurs.

Tous les autres cadres du FRODEBU n'ont dû leur vie qu'à l'exil. Nous aimerions également rappeler ici à ceux qui ont l'habitude d'accuser les cadres du FRODEBU d'être à l'origine des massacres inter-ethniques qui ont suivi l'assassinat de Son Excellence le Président Melchior NDADAYE, que le FRODEBU n'avait plus de pouvoir, que celui-ci avait été confié par les putschistes aux Commandants des unités militaires dans tout le pays du haut des antennes de la Radio et de la Télévision. Les cadres rescapés étaient soit en fuite, soit terrés.

Les partis d'opposition ont profité de la nécessité de la remise en place de l'institution présidentielle pour ronger comme une peau de chagrin le pouvoir du Parti SAHWANYA FRODEBU en exigeant des prérogatives qui ne leur sont pas reconnues par la constitution et qui ne se justifient nullement par le score obtenu aux élections présidentielles et législatives.

C'est cela les accords de KAJAGA et KIGOBE qui sont un traité inégal, parce que si les partis d'opposition ont obtenu ce qu'ils voulaient, le Parti SAHWANYA-FRODEBU n'a pas eu de solution du seul problème principal de ce pays à savoir le comportement éthniste et ou la composition presque mono-ethnique de l'armée.

L'organisation des villes mortes, les blocages de la cour constitutionnelle relèvent de la même logique et du même plan de déstabiliser les institutions démocratiques.

LE DESARMEMENT DE LA POPULATION : UN PROJET VOUE A L'ECHEC

Le désarmement de la population tel qu'il est pratiqué actuellement sur le terrain est voué à l'échec. C'est une aventure qui va coûter au pays beaucoup de pertes humaines et matérielles. Est-ce cela qui va réconcilier la population et l'armée?

Permettez-nous d'en douter. Une chose est sûre, c'est qu'à la fin de l'opération dite de désarmement de la population, le fossé entre la population hutu et l'armée se sera creusé davantage. Ceci est d'autant vrai que déjà dès le départ, l'armée a fait deux poids, deux mesures. Elle ne s'est intéressée qu'aux quartiers majoritairement hutu et ne s'est intéressée sur aucun quartier tutsi.

Le fait que cette opération est en train d'être effectuée par une armée dont une partie a assassiné un président de la République qui était beaucoup aimé par le peuple et dont on

n'a pas encore puni les putschistes contribue davantage à faire douter de sa bonne volonté de construire.

C'est une entreprise vouée à l'échec, parce qu'elle ne répond pas au vrai problème de ce pays, lequel reste le comportement ethniste d'une grande partie de l'armée, et sa composition quasi mono-ethnique.

Burundaises, Burundais,
Militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU,
Chers Amis du peuple Burundais,

Au terme de ce message, nous voudrions formuler les recommandations suivantes.

Vu qu'opérer le désarmement de la population sans causer des dégâts matériels et humains vient de s'avérer impossible malgré les fermes recommandations de Son Excellence Monsieur NTIBANTUNGANYA Sylvestre, Président de la République a.i.,

Etant donné que cette opération risque d'aboutir à l'aggravation de la crise burundaise, notamment en accentuant les processus d'épuration et de balkanisation ethnique déjà existants dans la ville de Bujumbura,

Attendu que les forces de l'ordre, non plus la population soucieuse de paix et des solutions durables ne gagneront rien dans cette opération,

1° Nous recommandons aux forces de l'ordre et à la population de cesser le feu,

2° Les forces de l'ordre sont priées d'arrêter l'opération dite de désarmement de la population,

3° Tous les partenaires de la vie politique et sociale de ce pays sont invités à se pencher sur le problème de l'organisation des forces de sécurité dans ce pays et de tous les autres problèmes qui sont ressentis comme source d'insécurité pour toutes les composantes de la société burundaise.

4° Dans l'attente d'une solution définitive à ces problèmes de sécurité, nous exigeons que les zones sensibles telles que les Chefs-lieux de zone en mairie de Bujumbura, toutes les écoles secondaires et supérieures soient gardées par des militaires choisis dans l'esprit de l'unité pour sécuriser tout le monde.

La paix n'ayant pas de prix, nous demandons aux chefs militaires de faire des efforts pour consentir ces aménagements circonstanciels pour que tout le monde se sente sécurisé. Que le peu de hutus qui sont dans l'armée puisse

aider au retour de la confiance entre l'armée en général et la population en particulier.

5° La garde républicaine devrait également être mise sur pied dans les plus bref délais dans l'esprit de l'Unité Nationale. Cela pourrait aider le président de la République à débloquent certaines situations de méfiance qui arrivent quelquefois entre les forces de l'ordre et la population.

6° Nous demandons à tous nos partenaires et amis notamment le Représentant du Secrétaire Général de l'ONU, le Représentant du Secrétaire Général de l'OUA, les Missions diplomatiques et consulaires, les agents de la MIOB, de nous aider à poser les vrais problèmes de ce pays. Un problème bien posé est à moitié résolu.

Nous leur demandons également de nous assister dans la recherche de solutions durables. Caricaturer, minimiser, falsifier un problème n'aide aucunement un pays à trouver des solutions justes.

Nous vous remercions

Fait à Bujumbura le 28/04/1994

Pour le Groupe Parlementaire FRODEBU,

Monsieur NDIKUMANA Nephtali

Vice-Président

P.S. : Nous vous informons que les massacres ont gagné MUBIMBI, KANYOSHA, GITAZA. Outre les autos blindées et les mortiers, des bombardiers sont entrés dans la danse dans ces régions.